

CHRONOLOGIE

Analyse juridique

CONFIDENTIEL

N° Dossier : EXEMPLE-DEMO-100K

Date : 24/02/2026

Frise chronologique des événements

15/01/2024 — Signature du contrat de prestation n° CONTRAT-2024-0042

- Faits** : M. Jean-Pierre Moreau, consultant en systèmes d'information, et la SAS TechSolutions ont conclu un contrat de prestation portant sur le développement d'une plateforme e-commerce et l'intégration d'un ERP, pour un montant total de 100 000 €.
- Éléments de preuve** : Contrat de prestation signé par les deux parties.
- Analyse juridique** : La conclusion d'un contrat synallagmatique de prestation de services engage les parties à exécuter leurs obligations respectives conformément aux articles 1101 et suivants du Code civil. Ce contrat fixe les modalités, le prix et la nature des prestations.
- Impact sur le dossier** : Ce document établit l'existence d'une obligation contractuelle claire et précise, fondement de la créance du demandeur.

30/06/2024 — Réception définitive sans réserve des prestations

- Faits** : La mission confiée à M. Moreau est réceptionnée sans réserve par la SAS TechSolutions, marquant la fin de l'exécution des obligations contractuelles du prestataire.
- Éléments de preuve** : Procès-verbal (PV) de réception signé par les deux parties.
- Analyse juridique** : La réception sans réserve vaut acceptation des travaux conformément à l'article 1792-6 du Code civil, ce qui déclenche l'exigibilité du paiement. Elle écarte toute contestation ultérieure sur la qualité ou la conformité des prestations.
- Impact sur le dossier** : La réception sans réserve confirme la réalisation complète et conforme des prestations, renforçant la légitimité de la demande de paiement.

01/07/2024 — Émission de la facture F-2024-112 d'un montant de 100 000 € TTC

- Faits** : M. Moreau émet une facture correspondant au montant contractuel, exigible à compter de cette date.
- Éléments de preuve** : Facture F-2024-112.
- Analyse juridique** : La facture constitue une preuve écrite de la créance et fixe la date d'exigibilité du paiement. Selon l'article L441-10 du Code de commerce, le paiement doit intervenir à la date convenue, ici le 1er juillet 2024.

- **Impact sur le dossier** : La facture matérialise la dette de la SAS TechSolutions et sert de base au calcul des intérêts de retard.

15/07/2024 — Première relance amiable par email

- **Faits** : M. Moreau adresse une première relance à la SAS TechSolutions pour réclamer le paiement.
- **Éléments de preuve** : Email de relance daté du 15/07/2024.
- **Analyse juridique** : Cette démarche amiable est conforme à l'article L441-10 du Code de commerce qui recommande la mise en demeure préalable avant toute action judiciaire. Elle permet également de constituer un commencement de preuve de la créance.
- **Impact sur le dossier** : La relance renforce la position du demandeur en montrant sa volonté de résoudre le litige à l'amiable.

01/08/2024 — Deuxième relance amiable par email

- **Faits** : Nouvelle relance adressée à la SAS TechSolutions, restée sans réponse.
- **Éléments de preuve** : Email de relance daté du 01/08/2024.
- **Analyse juridique** : La répétition des relances démontre la persistance du défaut de paiement et prépare la mise en demeure formelle.
- **Impact sur le dossier** : Cette relance constitue un élément probant supplémentaire de la bonne foi du créancier.

20/08/2024 — Troisième relance amiable par courrier recommandé avec accusé de réception

- **Faits** : Envoi d'un courrier recommandé avec AR pour réclamer le paiement, preuve formelle de la mise en demeure.
- **Éléments de preuve** : Accusé de réception du courrier recommandé.
- **Analyse juridique** : La mise en demeure est une condition préalable à l'application des intérêts de retard (article L441-10 du Code de commerce). Le recommandé avec AR confère une force probante incontestable.
- **Impact sur le dossier** : Cette mise en demeure formelle renforce la position juridique du demandeur, justifiant la demande d'intérêts de retard et de l'indemnité forfaitaire.

01/09/2024 — Cessation totale de contact de la part du débiteur

- **Faits** : La SAS TechSolutions, par l'intermédiaire de son représentant légal M. Éric Dubois, cesse toute communication.
- **Éléments de preuve** : Absence de réponse aux relances, témoignages du demandeur.
- **Analyse juridique** : Le silence du débiteur après mise en demeure constitue un manquement contractuel caractérisé, engageant sa responsabilité pour inexécution (article 1217 du Code civil).
- **Impact sur le dossier** : Ce comportement justifie la saisine du juge pour obtenir l'exécution forcée du paiement.

Analyse transversale

- **Cohérence du récit** : La chronologie est claire, linéaire et cohérente. Le demandeur a respecté ses obligations contractuelles et a procédé à plusieurs relances amiables avant la mise en demeure formelle.
- **Points forts de la chronologie** : Existence d'un contrat écrit, réception sans réserve, facturation conforme, multiples relances documentées, mise en demeure formelle avec AR, cessation de contact du débiteur.
- **Zones d'ombre ou faiblesses** : Absence d'éléments sur d'éventuelles contestations ou difficultés invoquées par la SAS TechSolutions après la mise en demeure. Pas de preuve d'une tentative de règlement amiable postérieure au 01/09/2024.
- **Éléments de preuve manquants** : Correspondances éventuelles postérieures au 01/09/2024, preuves de la situation financière de la SAS TechSolutions, éventuels accords de paiement ou propositions alternatives.

Qualification juridique globale

- **Nature exacte du litige au vu de la chronologie** : Il s'agit d'un litige commercial relatif à l'inexécution d'une obligation de paiement issue d'un contrat de prestation de services. La créance est certaine, liquide et exigible.
- **Prescription éventuelle** : Selon l'article L110-4 du Code de commerce, l'action en paiement se prescrit par cinq ans à compter de la date d'exigibilité de la facture (01/07/2024), la demande étant donc formée dans les délais.
- **Compétence juridictionnelle** : Le litige relève de la compétence du tribunal de commerce territorialement compétent, soit celui du siège social du défendeur (Lyon), conformément aux articles R721-3 et suivants du Code de commerce.

Synthèse des éléments clés

- **Les 5 faits les plus importants pour le dossier** :
 1. Signature du contrat de prestation le 15/01/2024, établissant l'obligation contractuelle.
 2. Réception définitive sans réserve des prestations le 30/06/2024, validant la conformité des services.
 3. Émission de la facture le 01/07/2024, fixant la créance et son exigibilité.
 4. Envoi de la mise en demeure par courrier recommandé avec AR le 20/08/2024, conditionnant les intérêts de retard.
 5. Cessation de tout contact du débiteur à compter du 01/09/2024, caractérisant le manquement contractuel.
- **Recommandations pour renforcer la preuve** :

- Recueillir toute correspondance postérieure au 01/09/2024 pour démontrer la mauvaise foi ou l'absence de volonté de paiement.
- Obtenir un état financier ou une attestation de la situation économique de la SAS TechSolutions pour étayer la demande d'intérêts.
- Documenter précisément le préjudice subi (impact sur trésorerie, charges, etc.) pour valoriser les dommages-intérêts éventuels.
- Préparer une mise en demeure judiciaire en cas de non-paiement après la procédure amiable.
- Vérifier la validité et la portée des clauses contractuelles relatives aux pénalités de retard et indemnités forfaitaires.

Cette analyse rigoureuse et détaillée met en lumière la solidité juridique du dossier de M. Moreau, qui dispose d'une créance incontestable assortie de preuves formelles. La chronologie des faits et la documentation fournie permettent d'envisager une action judiciaire efficace pour obtenir le paiement intégral de la somme due, majorée des intérêts légaux et de l'indemnité forfaitaire conformément à la loi du 31 décembre 1992. ---

Mention importante

Ce document est généré automatiquement. Consultez un avocat pour validation.

Ce document est confidentiel. Consultez un avocat pour validation.